

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2037>



# Aliénation

- Qui sommes-nous ? - Glossaire du citoyen -



Date de mise en ligne : mercredi 15 juin 2022

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Mot autrefois largement utilisé par les penseurs socialistes, l'aliénation ne faisait plus vraiment recette dans la période récente. Il est vrai que sa signification, un peu floue, ne semblait pas très opératoire à nombre de nos modernes philosophes. Synonyme de dépossession, ce vocable pouvait s'appliquer aussi bien à l'exploitation des travailleurs par le système capitaliste qu'à la négation de toute identité (l'étranger, l'alien) ou qu'à la disparition de la raison (l'aliéné).

Loin de nous l'idée de rivaliser avec tant de beaux esprits qui s'affrontent sur la définition et la forme que peut prendre l'aliénation ; nous ne faisons donc pas la nième recherche sur le sens de ce concept, s'il est ou non seulement la conséquence du capitalisme ou du développement de la technologie.

Nous voulons simplement attirer l'attention sur le fait que, quelles qu'en soient les causes, l'aliénation de la personne humaine est une réalité, qu'il existe des forces qui en font usage et que le système actuel ne peut fonctionner sans elle. Nous nous bornerons à cette définition simple parmi toutes, à savoir que l'aliénation est le résultat d'une entreprise de destruction de la liberté de pensée et de l'esprit critique.

Dans le monde « parfait » imposé aujourd'hui, la critique est avant tout considérée comme une hérésie. Le fonctionnement des médias, particulièrement abrutissant, appuyé par la manipulation par les sondages, n'en est qu'une illustration. Il faut donc rendre cette justice à ceux qui ont combattu la « pensée unique » d'avoir redonné droit de cité à l'hérésie. En effet, celle-ci est avant tout le droit de penser (haereo en grec signifie choisir). Comment donc exercer ce droit dans un système tellement surveillé, où toutes les actions sont régies par des normes innombrables, où les gendarmes de la pensée, présents dans tous les recoins, contrôlent la bonne adéquation des décisions aux critères du bon fonctionnement de l'économie ou de la rentabilité des activités humaines ?

Mais le pire n'est pas que les humains soient surveillés en permanence, mais qu'ils acceptent - certes souvent dans la souffrance - les règles les plus stupides qui leur sont imposées. Ainsi, lorsque le premier ministre français François Fillon suggère au candidat du PS de soumettre son programme électoral au jugement de Standard & Poor's, il ne fait pas seulement une fois de plus la démonstration de sa propre inutilité. Il spéculé sur l'aliénation des électeurs qui ne peuvent que soumettre leur raison au nouveau Léviathan que représente l'idéologie officielle.

On n'a pas assez insisté sur l'extraordinaire évènement qu'a représenté la réaction des instances européennes à la proposition du premier ministre grec de l'époque Georges Papandreou – sincérité ou tactique, peu importe - d'organiser un référendum en Grèce. La panique qui s'est alors emparée des principaux dirigeants traduisait leur haine du peuple et de la liberté. Dans la conception de la classe dirigeante, la légitimité ne peut procéder que de la soumission des autres.

Une société d'esclaves n'a pas d'avenir et l'idée que l'absence de contradictions véritables dans la vie sociale et politique est nécessaire au bon fonctionnement du système signifie que ce dernier nie la valeur de l'humanité.